

Etudes en Occident
La facture suit l'inflation
Pp. 16-17



Buea
Gas Prices Hike
P. 4

Production
L'Adamaoua vise la pomme
P. 7

Cameroon **Business** Today



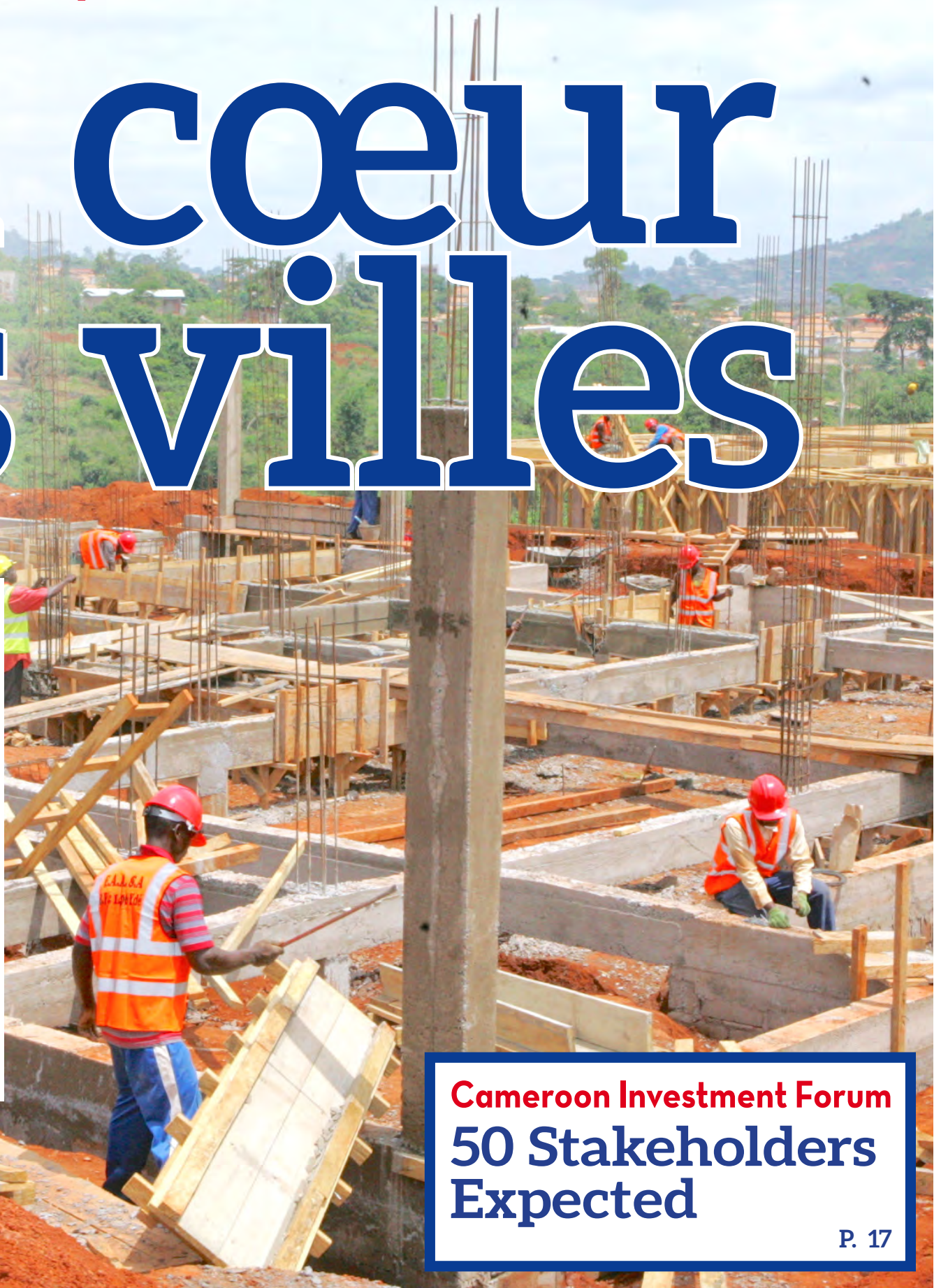
Journal d'information et d'analyses économiques / Economic news and weekly analyses

Directeur de la publication/Publisher : **Marie-Claire NNANA** | N°473 - Du mercredi 12 au mardi 18 août 2026 | www.cameroonbusinesstoday.cm | 1000 F CFA

Bâtiment et Travaux publics

Au cœur des villes

- Entre facilitation de la mobilité et amélioration des conditions de vie, le secteur est un pilier de la transformation urbaine
- Plus de 4500 ingénieurs de génie civil et près de 1 000 architectes notamment, proposent leur expertise au développement de projets publics et privés
- Le secteur contribue à plus de 6% à la croissance du PIB, confirmant une place de choix dans la dynamique économique, Pp. 12-14



Cameroon Investment Forum
50 Stakeholders Expected

P. 17

Ngambe-Tikar

Réinventer l'exploitation forestière ou périr

Alors que les autorités misent sur le bois pour le développement local, d'autres voix estiment que les retombées ne sont pas toujours au rendez-vous.



Les promesses de l'activité forestière se font attendre.

Gibrile KENFACK TSABDO,
à Ngambe-Tikar

Cinq minutes chrono. C'est le temps qu'il faut parcourir avec le bac entre l'arrondissement de Malantouen dans le département du Noun (région de l'Ouest) et l'arrondissement de Ngambe-Tikar dans le département du Mbam-et-Kim (région du Centre). Le point de passage construit en bois est vital pour le transport des personnes et des biens. Opérationnel entre 8h et 18h, il est l'œuvre de la Scierie du Mbam-et-Kim (SMK), entreprise forestière de première

catégorie installée dans la localité de Ngambe-Tikar. Les communautés ne cessent de magnifier l'importance du bac. Le maire de Ngambe-Tikar va plus loin. Selon Mathieu Belinga Iyawa, la création de l'ouvrage a dopé le commerce entre les peuples Tikar et Bamoun. Le développement avance à vitesse grand V, estime-t-il. Mieux, le lien entre la commune et l'exploitation forestière est un conte d'amour, à en croire l'édile. « L'essor de l'arrondissement est lié à l'exploitation forestière, notamment dans les années à partir des années 1990, avec l'avènement de la société forestière Hazim qui a laissé ses marques », relate

le magistrat municipal. Il se murmure que l'entreprise qui appartenait à un Libanais, a engagé les premiers efforts de désenclavement de la localité. Jusqu'en 2015, les routes créées étaient l'œuvre des sociétés forestières. A l'instar de la route qui mène vers Nditam puis à Ngoro réalisée par le groupe Miguel Khoury. Ou encore les routes qui vont vers Malantouen ou Ntui, œuvres de la société Hazim. L'autre fleuron de l'exploitation du bois est la construction en cours d'un bâtiment R+1 à la chefferie de deuxième degré de Ngambe-Tikar, par les bons offices de la SMK, apprend-t-on. Le maire ajoute la

construction de salles de classe dans la plupart des établissements, notamment le lycée bilingue. Sur le plan social, la SMK est considérée comme le plus grand employeur de l'arrondissement devant l'État, avec plus de 400 Camerounais employés. Les informations recueillies sur le terrain confirment que des efforts sont faits par les exploitants forestiers pour améliorer le cadre et les conditions de vie des populations, à travers le paiement de redevances. Entre 2013 et 2017, les redevances versées par les sociétés forestières ont permis de prendre en charge plus de 60 enseignants vacataires.

60

Le nombre d'enseignants vacataires prés en charge grâce aux redevances forestières versées entre 2013 et 2017.

L'arbre qui cache la forêt ? Contrairement à l'enthousiasme autour de l'exploitation forestière, Emmanuel Chia reste sur sa soif. En se basant sur ses observations personnelles, l'acteur de la société civile opérant pour une organisation dont il a préféré taire le nom, est réservé. « J'ai toujours remarqué que les grumiers s'engouffrent dans la forêt où il n'y a pas de routes. Il y a beaucoup de déforestation à ciel ouvert. Pire, on s'attendrait à ce que l'exploitation vienne avec des routes, des ponts et autres, ce qui n'est malheureusement pas le cas », ajoute M. Chia. Même son de cloche pour le chef de deuxième degré de Ngambe-Tikar. A part quelques emplois directs, les signes de l'exploitation du bois, notamment en grumes, ne sont pas concrets, souligne S.M. Jean Ngabi IV. Le manque de suivi fait en sorte qu'il n'y a pas une visibilité sur les essences qui sortent et leur impact sur le quotidien des populations, déplore l'autorité traditionnelle. Thierry Kamwa de l'Ong Foder va plus loin. Il estime qu'à date, la SMK aurait pu construire un pont définitif reliant Malantouen à Ngambe-Tikar, eu égard aux bénéfices qu'elle tire de l'exploitation forestière.

La transformation locale, locomotive du développement

Cette option permet de créer une industrie du bois et de l'artisanat compétitive au niveau local.

Alors que l'unanimité n'est pas la chose la mieux partagée sur les revenus issus de l'exploitation forestière à Ngambe-Tikar, la transformation locale du bois semble se présenter comme une option à explorer pour enclencher un développement durable. Le chef de poste de contrôle forestier et de chasse de Ngambe-Tikar, David Ndi Ndi Manefong, indique que ce chantier aura des effets induits sur les emplois. Le représentant du ministère des Forêts et de Faune dit s'activer pour encadrer les deux unités de transformation du bois qui sont dans la légalité, à savoir SMK et de Rosa Parc. Il



La communauté veut capter la valeur-ajoutée.

reconnaît d'ailleurs que leur impact sur l'économie locale est perceptible, à travers le paiement des salaires. Le maire est également favorable à cette dynamique, au moment où les entreprises forestières ne respectent pas toujours leurs cahiers de charges à 100%. Le taux de réalisation des engagements souscrits est d'environ 70%. Par ailleurs, les recettes issues de la redevance forestière annuelle ont baissé de plus de 80 millions de F à 40 millions de F par an. Belinga Iyawa fait observer que depuis environ cinq ans, les activités de la SMK ont entraîné l'essor de cinq menuiseries dans la ville. « Il est capital de maintenir la

matière première sur place, pour booster le secteur de l'industrie du bois et de l'artisanat », souligne l'édile. Le potentiel forestier de la localité a tout pour stimuler une industrie locale à fort impact. Le chef de poste forestier évoque l'existence de plusieurs essences comme le pachi, le tali, l'ayous, le fraké, l'iroko, etc. identifiés dans trois unités forestières d'aménagement (08-003, 08-004 et 08-005), une forêt communautaire en activité à Ngoumé et quatre sites d'enlèvement de bois dans le cadre du projet plaine centrale.

G.K.T., à Ngambe-Tikar

« Les actions directes des sociétés forestières sont visibles »

Mathieu Belinga Iyawa, maire de Ngambe-Tikar.



« Dans beaucoup de nos villages, les puits avec pompes à motricité humaine que nous avons pu aménager sont le fruit des ressources forestières en grande partie. Il y a aussi des actions directes, parce que ces sociétés forestières soutiennent les communautés riveraines, même en termes de

prise en charge des enseignants, mais aussi d'appuis aux communautés, aux chefs, dans l'organisation de certaines activités, comme les tables-rondes, l'appui aux comités de développement. Beaucoup d'efforts ont été faits. Mais, dans une histoire d'amour, il peut y avoir des hauts et des bas. Tout n'a pas été rose. De temps en temps, nos routes se sont coupées, peut-être parce que la réaction des sociétés n'était pas systématique ».

« Nous courons le risque d'une extraversion totale de la transformation du bois »

Pamphile Ntanga, secrétaire général de la Fédération camerounaise des associations et des professionnels de la seconde transformation du bois (Fécaprobois).

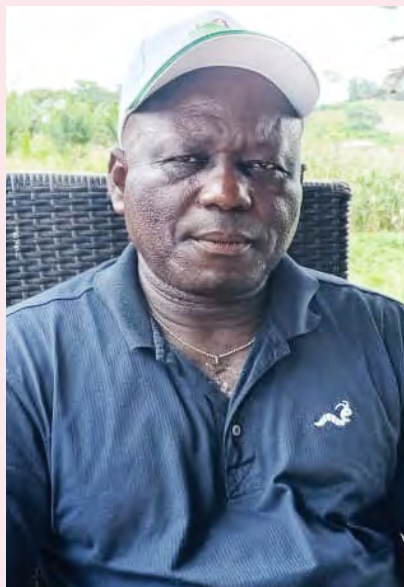


« Les impacts de l'arrêt d'exportation du bois sous forme de grumes seront plus négatifs que positifs, car nous courons le risque d'une extraversion totale de la transformation du bois où les capitaux nationaux seraient marginalisés. On assistera à une dénationalisation de la valeur ajoutée, faute

d'un tissu national solide et de financement de nos PME et artisans. On va réussir à interdire l'exportation de la grume, mais nous allons échouer à créer des emplois. L'interdiction de l'exportation du bois en grume est une excellente décision sur le papier. Mais posons-nous la vraie question : qui va transformer ce bois que nous ne pourrions plus exporter ? »

« Je suis favorable à la transformation locale »

Sa Majesté Jean Ngabi IV, chef de deuxième degré de Ngambe-Tikar.



« L'exploitation du bois apporte plus de problèmes, à part des emplois directs générés par des usines de transformation qui sont sur place et évitent l'exode rural. Au moins de belles petites cases sortent de terre. Quand on dit par exemple que l'exploitant qui prend une vente de coupe doit re-

boiser, l'Etat doit veiller à l'application. Les communautés ne connaissent même pas les essences. Or l'Etat n'a pas toujours les moyens nécessaires pour un bon suivi sur le terrain. Je suis favorable à la transformation locale. C'est le seul moyen pour maintenir nos jeunes sur place et leur permettre de se réaliser et encadrer leurs petites familles. Le fait d'envoyer les grumes à l'étranger ne nous aide pas. Cela fait plus de 10 ans qu'on nous a dit qu'il n'y aura plus d'exportation de grumes, mais elles continuent de sortir. Il faut des actions fortes. Il n'y a pas de suivi. La fraude s'est installée. La corruption a suivi. Ça n'épargne personne ».

« Nous restons pauvres »

Maurice Ngambe, ressortissant Bedzang, peuple autochtone.



« Il y a plus de deux mois, des gens sont venus demander le bois dans la forêt. Ils ont tout coupé et sont sortis avec trois camions chargés. On subit ça tous les jours, mais nous n'avons pas la force de dénoncer. Notre voix ne compte pas. Si au moins les exploitants construisaient des cases et des

points d'eau potable nos conditions de vie seraient améliorées. Le bois part, mais nous restons pauvres. Si les choses continuent ainsi, on n'aura plus les plantes pour se traiter et les sites où on peut faire nos rites traditionnels. Même les Tikar ne nous laissent pas. Ils viennent discuter les terres avec nous ».

« La chaîne de valeurs multiplie les opportunités »

Mike Azonsop, assistant technique à Ecosystèmes et Développement (ECODEV).



« L'exportation du bois en grumes n'a pas le même impact que si on transforme les grumes sur place, comme l'exige la directive communautaire de la CEMAC relative à l'interdiction d'exportation de bois sous forme de grumes. Avec la directive, les débits sont faits sur place, ainsi que la transfor-

mation. Il y a surtout une chaîne de valeurs du champ jusqu'au produit fini. Ce qui va multiplier les emplois, les opportunités et peut-être les entreprises de transformation. Chacun peut s'offrir un minimum de luxe avec les dérivés du bois. L'économie locale s'en tire à bon compte et le savoir-faire des produits de nos écoles techniques monte en gamme ».

« Le bois Made in Cameroon doit être encouragé »

Thomas Ondoua Ondoua, gérant d'une usine semi-industrielle de bois.



« Nos activités sont spécialisées dans la fabrication des palettes, des lambris et des règles. Nos produits sont destinés à l'extérieur. On peut bien fabriquer plusieurs choses comme les lits, les penderies, les armoires avec notre bois au lieu de l'envoyer en Europe à l'état brut. Le problème c'est

que nous avons un complexe qui pousse à apprécier davantage ce qui vient d'ailleurs. La ressource en bois est disponible en grandes quantités. Pour couronner le tout, on a de grands techniciens au Cameroun, capables de transformer le bois sous toutes ses formes. Pour cela, il faut que le gouvernement s'engage et encourage les acteurs de la filière bois vers la production des articles Made in Cameroon de qualité ».